

COMPTE RENDU DE LA 28^E SESSION DU GROUPE D'EXPERTS INTERGOUVERNEMENTAL SUR L'ÉVOLUTION CLIMATIQUE: 9-10 AVRIL 2008

La 28^e session du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution climatique (GIEC) s'est tenue du 9 au 10 avril 2008 à Budapest, Hongrie. Se réunissant pour la première fois depuis la publication du quatrième rapport d'évaluation en novembre 2007, la session a réuni des représentants des gouvernements, les auteurs principaux, les agences des Nations Unies, des agences non gouvernementales, l'industrie et le monde académique.

Les débats tenus lors de la session ont porté sur l'avenir du GIEC, notamment les principaux aspects de son programme de travail tels que la structure du groupe de travail, le type principal et le calendrier des rapports à venir, et la future structure du Bureau du GIEC et du Bureau du Groupe d'action sur les inventaires nationaux des gaz à effet de serre (TFB). Le groupe a également examiné, entre autres, une proposition pour l'utilisation des fonds du prix Nobel de la paix, attribué conjointement au GIEC et à Al Gore en 2007, un examen des principes du GIEC, les programme et budget au titre de la période 2009-2011, l'admission d'organisations observatrices et la sensibilisation, et a entendu un rapport sur les scénarios d'émissions.

La plénière du GIEC a accepté d'élaborer un cinquième rapport d'évaluation (RE5) et de conserver la structure actuelle de ses groupes de travail. Afin de permettre un usage important des nouveaux scénarios dans le RE5, le groupe a demandé au Bureau du cycle de la cinquième évaluation de veiller à la fourniture du rapport du Groupe de travail I en début de 2013 et à la finalisation des autres rapports du groupe de travail et le rapport de synthèse, le plus tôt possible en 2014. Le groupe a également approuvé l'élaboration d'un rapport spécial sur l'énergie renouvelable devant être achevé d'ici 2010 et a reçu le document technique sur les changements climatiques et l'eau. Il a reporté la discussion sur l'utilisation des fonds du prix Nobel de la paix jusqu'à la GIEC-29.

À la lumière des succès du GIEC en 2007, il y avait peu de temps, de pression ou d'élan pour entreprendre des modifications radicales, toutefois le GIEC a reconnu l'importance de l'adaptation à l'évolution du climat et à l'évolution des besoins politiques et des opportunités.

BREF HISTORIQUE DU GIEC

Le GIEC a été établi en 1988 par l'Organisation Météorologique Mondiale (OMM) et le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE). L'objectif du GIEC est de procéder à l'évaluation des données scientifiques, techniques et socioéconomiques pertinentes à la compréhension des risques associés aux changements climatiques induits par l'homme. Le GIEC n'entreprend pas de nouvelles recherches et n'assure pas le suivi des données relatives au climat. Dans ses évaluations, il se base sur la littérature scientifique et technique publiée et revue par les pairs.

Le GIEC comprend trois Groupes de travail: Le Groupe de travail I (GTI) traite des aspects scientifiques du système climatique et des changements climatiques; le Groupe de travail II (GTII) traite de la vulnérabilité des systèmes

DANS CE NUMÉRO

Bref Historique du GIEC	1
Compte Rendu de la GIEC-28	2
Approbation du Rapport Provisoire de la GIEC-27.	3
L'Avenir du GIEC	3
Principes du GIEC	6
Rapport Spécial sur les Énergies Renouvelables	7
Utilisation des Fonds du Prix Nobel de la Paix	7
Admission d'Observateurs	8
Sensibilisation.	8
Document Technique sur les Changements Climatiques et l'Eau	8
Rapports sur les Progrès Accomplis	8
Date et Lieu de la 29 ^e Session	9
Plénière de Clôture	9
Brève Analyse de la GIEC-28.	9
Réunions à Venir	10
Glossaire	11

socioéconomiques et naturels aux changements climatiques, des conséquences négatives et positives des changements climatiques et des options offertes en matière d'adaptation à ces changements; et, le Groupe de Travail III (GTIII) traite des options offertes en matière de limitation des rejets de gaz à effet de serre et d'atténuation des changements climatiques. Chaque groupe de travail a deux coprésidents et six vice-présidents. Les coprésidents guident les groupes de travail dans l'accomplissement des mandats qui leurs sont assignés par le Groupe, et sont assistés par des Unités d'appui technique.

Le GIEC dispose également d'une équipe spéciale sur les inventaires nationaux de gaz à effet de serre. L'équipe spéciale supervise le Programme des inventaires nationaux de gaz à effet de serre du GIEC, qui vise à élaborer et à affiner une méthodologie approuvée à l'échelon international et un logiciel pour le calcul et le compte rendu des rejets et des éliminations nationales de gaz à effet de serre, et à encourager l'utilisation de cette méthodologie par les pays participant au GIEC et par les signataires de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC).

Le Bureau du GIEC est élu par le groupe pour la durée de l'élaboration d'un rapport d'évaluation du GIEC (généralement entre 5 et 6 ans). Son rôle consiste à aider le président du GIEC dans la planification, la coordination et le suivi des travaux du GIEC et doit être composé d'experts des changements climatiques représentant toutes les régions. Le Bureau du GIEC compte actuellement 30 membres: le président du GIEC, les deux coprésidents des trois groupes de travail et du TFB, trois vice-présidents du GIEC et les vice-présidents des trois groupes de travail. Rajendra Pachauri (Inde) a été élu président du GIEC en 2002.

Le Secrétariat du GIEC est situé à Genève, en Suisse, et est doté d'un personnel fourni par l'OMM et le PNUE.

RAPPORTS DU GIEC: Depuis sa mise en place, le GIEC a élaboré une série d'évaluations exhaustives, de rapports spéciaux et de documents techniques, assujettis à un examen exhaustif de la part d'experts et de gouvernements et qui fournissent des informations scientifiques concernant les changements climatiques, à la communauté internationale, y compris aux décideurs politiques et au grand public. Cette information a joué un rôle important dans l'encadrement des politiques nationales et internationales.

Le GIEC a jusqu'à présent réalisé quatre évaluations exhaustives des changements climatiques, jouant chacune un rôle clé dans l'avancement des négociations menées au titre de la Convention: le premier rapport d'évaluation a été achevé en 1990, le deuxième rapport d'évaluation en 1995, le troisième rapport d'évaluation en 2001, et plus récemment le quatrième rapport d'évaluation (RE4), qui a été adopté à Valence en novembre 2007 lors de la 27^e session du Groupe.

Le RE4 est structuré en trois volumes, un pour chacun des groupes de travail, comprenant chacun un rapport d'évaluation fondamental, un résumé technique, un document de synthèse et le résumé à l'intention des décideurs. Toutes les sections passent par un processus d'examen et le résumé à l'intention des décideurs est approuvé, article par article, par le GIEC. En plus des contributions des trois Groupes de travail, le RE4 comprend également un rapport de synthèse (SYR), mettant en évidence les aspects les plus pertinents des rapports des trois groupes de travail, et un résumé du rapport de synthèse à l'intention des décideurs, également approuvé ligne par ligne par le groupe. L'équipe de rédaction centrale du rapport de synthèse

est composée des principaux auteurs et des coprésidents de tous les groupes de travail. Le processus d'examen se produit généralement en trois étapes: un premier examen par des experts, un second examen par des experts et les gouvernements et, un troisième examen par les gouvernements. En tout, plus de 2500 lecteurs experts, 800 auteurs, 450 auteurs principaux et 130 gouvernements ont pris part à l'élaboration du RE4.

En plus des évaluations complètes entreprises environ tous les cinq à six ans, le GIEC produit des rapports spéciaux, des rapports méthodologiques et des documents techniques, se concentrant sur des questions spécifiques liées aux changements climatiques. Les rapports spéciaux élaborés par le GIEC comprennent: les impacts régionaux des changements climatiques: une évaluation de la vulnérabilité (1997), l'aviation et l'atmosphère planétaire (1999), l'utilisation des terres, changement d'affectation des terres et foresterie (2000), les questions méthodologiques et techniques dans le transfert de technologies (2000), la sauvegarde de la couche d'ozone et du système climatique mondial (2005), le piégeage et la fixation du dioxyde de carbone (2005).

Des documents techniques ont été élaborés, entre autres, sur les changements climatiques et la biodiversité (2002), et les incidences des limitations proposées des émissions de CO₂ (1997).

Le GIEC élabore également des rapports méthodologiques ou des lignes directrices pour aider les pays dans l'établissement de rapports sur les gaz à effet de serre. Les lignes directrices du GIEC sur les inventaires nationaux de gaz à effet de serre ont d'abord été publiées en 1994, et une version révisée a été achevée en 1996. De nouveaux rapports sur les bonnes pratiques ont été approuvés par le groupe en 2000 et 2003, et un guide avec les définitions et options méthodologiques envisageables pour inventorier les émissions résultant de la dégradation des forêts et de la destruction d'autres types de végétation directement imputables à l'homme en 2003. La version la plus récente, les Lignes directrices 2006 du GIEC concernant les inventaires nationaux des gaz à effet de serre, a été approuvée par le groupe en 2006.

Pour tout ce travail et sa contribution pour "construire et diffuser une meilleure connaissance des changements climatiques imputables à l'homme et jeter les bases nécessaires pour contrer de tels changements", le GIEC a reçu le prix Nobel de la paix, conjointement avec Al Gore, en décembre 2007.

COMPTE RENDU DE LA GIEC-28

Le mercredi matin, 9 avril 2008, le président du GIEC, Rajendra Pachauri, a ouvert la session en honorant la mémoire de Bert Bolin, président fondateur du GIEC, décédé le 30 décembre 2007. Il a fait état de la marque indélébile que le professeur Bolin a laissée non seulement au sein du GIEC, mais sur l'ensemble de la scène des activités relatives aux changements climatiques. Le groupe a observé une minute de silence. Le coprésident du GTII, Martin Parry, a évoqué une réunion avec le professeur Bolin, à Stockholm, juste après la cérémonie de remise du prix Nobel de la paix, au cours de laquelle réunion le GIEC lui a rendu hommage. Il a mis en exergue la grande envergure scientifique et la nature généreuse et humble du professeur Bolin.

Présentant l'ordre du jour, le président Pachauri a déclaré que le GIEC se trouve, après 20 années d'existence et des réalisations d'importance, à un moment critique, et doit désormais faire face à des attentes élevées et à des besoins et des opportunités

politiques en évolution rapide. Signalant la demande croissante de mises à jour scientifiques et le fait que la pertinence politique est définie par le public et que l'action sur les changements climatiques nécessitera la participation de l'ensemble des parties prenantes, il a appelé à la réflexion et à un examen approfondi en ce qui concerne l'avenir du GIEC. Le président Pachauri a annoncé qu'il était disposé à briguer un autre mandat en tant que président du GIEC, si le gouvernement indien lui apportait son soutien.

Gábor Fodor, ministre de l'Environnement et de l'Eau, Hongrie, a reconnu les efforts du GIEC visant à créer et diffuser des connaissances sur les changements climatiques et a noté son apport scientifique dans la catalyse et la promotion des négociations sur les changements climatiques.

Hong Yan, Secrétaire général adjoint à l'Organisation météorologique mondiale (OMM), a noté que le quatrième rapport d'évaluation (RE4) a abouti à un accord sans précédent sur les impacts des changements climatiques, ses causes anthropiques et ses incidences sur la paix mondiale. Il a souligné le rôle de l'OMM en tant que fournisseur principal de l'information scientifique et technique pour les évaluations du GIEC et a appelé à davantage de recherches sur les liens existant entre les changements climatiques et le cycle hydrologique, mettant en évidence les impacts sur les pays le plus pauvres et les plus vulnérables.

Kilaparti Ramakrishna, PNUE, a souligné l'importance des décisions qui seront prises à Budapest, le travail du PNUE sur les changements climatiques et son empressement de soutenir le GIEC à l'avenir.

Le Secrétaire exécutif de la CCNUCC, Yvo de Boer, a souligné la contribution du GIEC aux principaux résultats du processus de la CCNUCC, en particulier le rôle essentiel joué par le RE4 dans la promotion de la percée de Bali. Il a identifié le besoin de mettre à jour l'information scientifique sur la route menant à Copenhague et a noté l'importance du document technique sur les changements climatiques et l'eau.

Le président Pachauri a ensuite présenté l'ordre du jour (IPCC-XXVIII/Doc.1) pour adoption. Plusieurs observations ont été faites au sujet de la nécessité de disposer de suffisamment de temps pour discuter de l'avenir du GIEC et de l'importance de traiter de nouveaux scénarios d'émissions. Le groupe a adopté l'ordre du jour.

Le Groupe a abordé les points de l'ordre du jour dans la plénière et dans deux groupes de contact qui ont été établis pour traiter certains aspects clés de l'avenir du GIEC. Ce rapport présente un résumé des discussions en fonction de l'ordre du jour.

APPROBATION DU RAPPORT PROVISOIRE DE LA GIEC-27

La secrétaire du GIEC, Renate Christ, a introduit le rapport de la 27^e réunion du GIEC (IPCC-XXVIII/Doc.2). À la demande de la Belgique, le libellé dans un paragraphe portant sur une récente réunion d'experts sur la poursuite des travaux sur les scénarios a été modifié afin de stipuler que "l'atelier a identifié quatre voies pour l'élaboration de scénarios, le dernier desquels dépendant d'une évaluation scientifique et technique, et que la forte participation des pays en développement "et des pays en transition économique" a englobé la participation de "40" experts de ces pays, plutôt que les 52 invités.

Les délégués ont adopté le rapport tel qu'amendé et ont décidé d'annexer la déclaration du Secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon, au rapport de la GIEC-27.

PROGRAMME ET BUDGET DU GIEC POUR L'EXERCICE 2009

Le Secrétariat a présenté le programme et le budget du GIEC à partir du 31 décembre 2007 (IPCC-XXVIII/Doc.6), notant que le document a omis des prévisions au titre de la période 2009-2011, afin de ne pas préjuger des discussions lors de la GIEC-28. Le Royaume-Uni a noté ses contributions tardives pour 2007. Une équipe de travail sur le financement a été mise en place pour traiter les questions pertinentes, y compris les reports dans les économies. L'équipe de travail s'est réunie à deux reprises pour examiner un projet de décision sur le programme et budget du GIEC au titre de 2009 demandant au Secrétariat d'élaborer une estimation des coûts annuels pour le cycle complet du RE5, assortie d'un résumé des budgets annuels, des revenus et dépenses depuis le troisième rapport d'évaluation. La décision a été acceptée lors de la plénière.

L'AVENIR DU GIEC

Cette question a été abordée le mercredi et le jeudi dans la plénière, et au sein de deux groupes de contact mercredi soir et jeudi matin.

La Secrétaire du GIEC, Christ, a présenté la synthèse des commentaires sur l'avenir du GIEC (IPCC-XXVIII/Doc.7), ainsi que le document de discussion élaboré par le président; une compilation des observations des gouvernements, des auteurs principaux, des organisations et des membres du Bureau (GIEC-XXVIII / INF.1), et une compilation des observations reçues après la date limite et les traductions en anglais des soumissions antérieures (IPCC-XXVIII/INF.1, Add.1).

Dans les déclarations au cours de la plénière, l'ensemble des observations ont apporté leur soutien à l'élaboration du cinquième rapport d'évaluation (RE5). La plupart des intervenants se sont prononcés en faveur d'un cycle d'évaluation quinquennal, mais ont proposé de légères variations telles que l'échelonnement de la parution des rapports du groupe de travail et l'ajustement du cycle pour convenir aux travaux sur les nouveaux scénarios. L'Indonésie a recommandé un cycle de huit ans. La Belgique a proposé un cycle de rapports, circulaire et continu, afin d'avoir, une fois tous les deux ans, un cycle complet assorti d'un rapport du Groupe de travail, au lieu d'avoir la totalité des rapports des trois groupes de travail, une fois tous les six ans.

Plusieurs participants ont déclaré que les travaux du GIEC devraient être liés au processus de la CCNUCC, le Venezuela rappelant le Plan d'action de Bali et le programme de travail du Groupe de travail spécial sur l'action concertée à long terme pour 2008, adopté à Bangkok, en décembre 2007 et identifiant le besoin de rapports annuels sur les progrès accomplis en plus de l'évaluation principale. La Suède a apporté son soutien au report éventuel de la prochaine évaluation globale, mais a demandé, dans l'intervalle, des mises à jour thématiques en fonction des besoins et une procédure accélérée pour certains rapports.

Le coprésident du GTIII, Bert Metz, appuyé par la Suède, le Danemark et d'autres, a noté que les nouveaux scénarios ne seraient pleinement disponibles que d'ici 2012 et ne seraient entièrement diffusés dans la documentation qu'après cette date. Il a exprimé la crainte que l'adoption d'un cycle de six ans pour la prochaine évaluation puisse empêcher l'utilisation des nouveaux scénarios et conduire à des problèmes de cohérence entre les trois groupes de travail, et a suggéré qu'un cycle de huit ans serait nécessaire au titre de la prochaine évaluation. Dans l'intervalle, il a proposé que le GIEC puisse élaborer une mise

à jour complète sur des questions spécifiques et une mise à jour complète, par l'ensemble des groupes de travail, du Rapport de synthèse AR4 (SYR) dans quatre ans. Il a expliqué que ce cycle plus court serait mieux adapté aux demandes spécifiques de la CCNUCC pour des évaluations plus rapides et des rapports spéciaux.

La France, l'Allemagne et d'autres ont mis en relief l'importance des scénarios d'émissions et ont souligné le rôle de catalyseur joué par le GIEC dans la facilitation de ce travail de manière opportune pour le RE5, en particulier l'élaboration de scénarios d'émissions faibles compatibles avec des objectifs adoptés par certains pays dans le cadre de la CCNUCC.

S'agissant de la structure et des mandats du Groupe de travail, la Russie, l'Australie, la Chine, la France, la Hongrie, les États-Unis, le Soudan et d'autres ont soutenu la structure actuelle. L'Ouganda, la Nouvelle-Zélande, l'Algérie, le Pérou et d'autres ont recommandé une prise en considération plus grande de l'adaptation dans les travaux des GTII et GTIII. L'Allemagne a suggéré le renforcement des travaux du GTIII en matière d'adaptation, conformément à son mandat consistant à examiner les solutions. Notant le besoin d'anticiper des tendances telles que la croissance des publications sur l'adaptation, le Royaume-Uni, appuyé par le Pérou et d'autres, a proposé de diviser les travaux du GTII sur les impacts et l'adaptation afin de disposer de quatre groupes de travail qui pourraient faire face à une augmentation prévue de l'information. En revanche, la Suède et l'Arabie saoudite ont apporté leur soutien à la fusion éventuelle des groupes de travail, transmettant les impacts au GTI et l'adaptation au GTIII, afin de permettre des évaluations plus intégrées.

Déclarant qu'il était disposé à poursuivre son soutien financier et logistique au groupe de travail sur les inventaires nationaux des gaz à effet de serre (TFI), le Japon a indiqué que le TFI devrait continuer à travailler en tant qu'organe indépendant. De nombreux pays ont accueilli avec satisfaction l'offre du Japon et ont appelé au renforcement du TFI. La Nouvelle-Zélande et d'autres ont également souligné l'importance du Groupe d'Action sur l'Appui des Données et Scénarios pour l'Étude d'Impact et Climatique (TGICA).

En ce qui concerne les rapports spéciaux, la Chine a mis en garde contre un trop grand nombre de rapports spéciaux et de documents techniques. La Suède, l'Ouganda, le Mexique et d'autres se sont prononcés en faveur de rapports spéciaux et régionaux, en particulier sur l'adaptation. L'Espagne a préféré l'examen des changements climatiques et des catastrophes naturelles, et l'Australie a demandé le traitement des aspects transversaux de pertinence pour plus d'un groupe de travail. La Norvège a proposé l'élaboration de rapports spéciaux sur le transport maritime et les mécanismes de rétroaction. Le Venezuela a apporté son soutien à la proposition de l'Arabie saoudite sur l'élaboration d'un rapport spécial sur les impacts socio-économiques des mesures d'atténuation dans les pays en développement. L'Islande a appelé à une coopération avec d'autres conventions sur les questions connexes, en particulier la Convention sur la diversité biologique et la Convention des Nations Unies pour la lutte contre la désertification (CLD), et a proposé un rapport spécial sur la désertification. La Norvège, soutenue par le Soudan, la Finlande, l'Islande, le Pérou et le Mexique, a également proposé un atelier, en collaboration avec l'OMM, sur la gestion des risques des phénomènes extrêmes.

La plupart des pays ont souligné la nécessité de renforcer les travaux sur les changements climatiques et l'adaptation au niveau régional.

En ce qui concerne les questions scientifiques devant être traitées dans les évaluations à venir, la Chine a suggéré les phénomènes météorologiques extrêmes et le transfert de technologies. La Fédération de Russie a proposé d'étudier d'autres facteurs tels que l'ozone et les aérosols, et la géo-ingénierie. L'Allemagne, avec Cuba et l'Espagne, a appelé au renforcement des aspects liés à l'évaluation des risques dans les rapports, à accorder plus d'attention aux événements de faible probabilité ou de faible niveau de certitude, mais qui ont un impact lourd. La Finlande a également mis en évidence la réduction des risques de catastrophe, et a noté le besoin, pour les évaluations du GIEC, d'être reliées à d'autres évaluations, en particulier l'Évaluation de l'impact du changement climatique dans l'Arctique. L'Islande a déclaré que le GIEC devrait être prêt à aborder les questions liées à la réduction des émissions émanant du déboisement et de la dégradation des forêts, et à la désertification. Le Maroc a souligné les questions transversales telles que l'économie et la sécurité alimentaire.

S'agissant de la structure du Bureau, la plupart des pays ont apporté leur soutien à la structure actuelle. Le Kenya a noté les enseignements tirés au cours des vingt dernières années, indiquant que l'augmentation du nombre au-delà de trente membres pourrait créer des difficultés de gestion. Plusieurs participants ont également appelé à définir clairement et à renforcer le rôle des vice-présidents afin de leur permettre de mieux soutenir l'intégration et la coopération entre les groupes de travail.

De nombreux pays ont appelé à s'attaquer au Rapport de synthèse plus tôt dans le processus du RE5, y compris la focalisation précoce sur les questions, pour garantir une évaluation plus intégrée et renforcer la coopération entre les groupes de travail, et la France a proposé la création d'une équipe restreinte pour démarrer le processus. La Slovaquie, soutenue par Cuba, a appelé à une décision rapide sur le format afin d'éviter les incertitudes. Le Kenya, avec l'Autriche et d'autres, a mis en garde contre le fait de préjuger des résultats des groupes de travail, et l'Arabie saoudite a recommandé de retarder la production du Rapport de synthèse. L'Autriche a souligné la nécessité de comprendre l'objectif du Rapport de synthèse, notamment en ce qui concerne les principales incertitudes et préoccupations. L'Espagne a recommandé un aperçu simple des résultats, à la différence du Rapport de synthèse du RE4, ayant un intérêt pour les décideurs politiques. Cuba a recommandé la création de comités pour discuter les questions pertinentes, notamment les questions transversales qui pourraient constituer la colonne vertébrale du rapport.

En ce qui concerne une proposition élaborée par le président, sur un éventuel groupe d'action sur l'économie, la France, la Suède et d'autres se sont opposés à la création d'un tel groupe, mais ont suggéré qu'une plus grande attention soit accordée à l'économie dans les groupes de travail. Bert Metz a noté la nécessité d'améliorer l'évaluation des coûts de l'adaptation et des impacts, mais, appuyé par la Suède et d'autres, a fait objection à l'adoption de l'économie en tant que point focal disciplinaire, compte tenu de la décision du GIEC de s'orienter vers l'intégration.

La plupart des pays ont mentionné la nécessité d'accroître la participation des scientifiques provenant des pays en développement. Le Kenya a appelé à une plus grande participation des économistes et des spécialistes des sciences sociales des pays en développement plutôt qu'uniquement les spécialistes des sciences physiques et les représentants du gouvernement. Il a noté que si les données de base, telles que celles concernant l'Afrique, sont insuffisantes ou de qualité insuffisante, le processus devrait remédier à ces insuffisances et que du temps devrait être accordé pour l'élaboration d'études à cette fin. Le Brésil a appelé au financement pour renforcer les capacités afin de remédier aux lacunes dans la qualité et la quantité des données dans certains pays en développement, et l'Argentine a souligné la nécessité d'accroître la participation des institutions travaillant sur les aspects régionaux des changements climatiques, y compris par le biais d'ateliers régionaux. La Sierra Leone a appelé à une plus grande implication des scientifiques politiques. Le Sri Lanka a appelé à une expertise plus grande et plus équilibrée en matière d'économie et de sciences sociales dans les équipes de rédaction.

De nombreux pays ont noté la nécessité de renforcer les activités de sensibilisation. Notant que le Résumé à l'intention des décideurs (RD) est le principal résultat de chacun des rapports des groupes de travail et du Rapport de synthèse, la France a appelé à une distribution et à un accès plus larges aux copies en papier et, avec l'Italie, à plus de traductions dans des langues autres que celles de l'ONU.

La Hongrie, la Suède et d'autres ont soutenu l'établissement de rapports sur l'empreinte carbone du GIEC.

Dans son résumé, le président Pachauri a identifié l'émergence d'un consensus sur l'élaboration du RE5 et la poursuite du TFI et du TGICA, et a proposé que le GIEC adopte des décisions sur ces questions. S'agissant du TGICA, la Norvège a fait état de la possibilité d'amender sa mission après la discussion des scénarios d'émissions. Le Groupe a décidé d'élaborer le RE5 et de proroger le TFI et le TGICA.

Le président Pachauri a également noté des prémices de consensus sur des questions d'orientation pour le RE5 ou les rapports spéciaux à l'avenir, y compris le besoin: d'une "approche échelonnée" pour les productions du Groupe de travail; de signaux clairs pour la communauté de modélisation du climat, de l'augmentation de la fréquence des mises à jour du GIEC pour répondre à une demande croissante d'information; d'une planification précoce d'un Rapport de synthèse basé sur les rapports du Groupe de travail; d'un regroupement des solutions, y compris l'atténuation et l'adaptation; d'une orientation régionale, de contributions renforcées des disciplines sociales et de l'économie; et d'une plus grande participation des scientifiques des pays en développement dans les équipes de rédaction et dans l'élaboration des publications du GIEC.

Deux groupes de contact ont été établis pour traiter les questions restantes: le premier pour définir le cycle du prochain rapport d'évaluation, notamment en ce qui concerne l'élaboration de nouveaux scénarios, et le second sur la structure des groupes de travail. Le mercredi soir, les deux groupes de contact ont entendu un exposé de Richard Moss, coprésident du Comité directeur sur les nouveaux scénarios, décrivant les différentes phases du développement des scénarios et le calendrier de production des principaux produits de l'élaboration des scénarios. Les délégués ont ensuite examiné les incidences de

ce calendrier pour le cycle du RE5 et le besoin d'échelonner les évaluations du Groupe de travail, de sorte que le GTII tire pleinement profit des nouveaux scénarios.

LE CYCLE DU RE5: La question du timing du cycle du RE5 a été abordée dans un groupe de contact coprésidé par Ian Carruthers (Australie) et Ismail Elgizouli (Soudan) le mercredi soir et le jeudi matin. Ayant décidé d'entreprendre le RE5, le groupe a discuté de la nécessité: d'intégrer de nouveaux scénarios dans le rapport; de laisser suffisamment de temps pour l'assimilation des scénarios; d'aborder les questions de transfert de données à la communauté traitant des questions d'impact, d'adaptation et de vulnérabilité; d'adresser un message à la communauté de modélisation du climat en ce qui concerne le calendrier du RE5, et de prendre en compte les demandes politiques pour de nouveaux rapports d'évaluation. Quant au cycle du RE5, les participants ont discuté des calendriers des différents rapports des groupes de travail et trois propositions relatives à l'établissement de liens avec le programme de travail de la CCNUCC, tel le fait de noter sa pertinence, de la prendre en compte ou de ne pas la reconnaître du tout. Les délégués ont également examiné la manière dont le Bureau est susceptible d'aider, faciliter ou catalyser le transfert, en temps voulu, des produits de scénario décrits dans le rapport "poursuite des travaux sur les scénarios" pour alimenter l'élaboration des rapports du RE5.

Le coprésident Carruthers a présenté, jeudi, un projet de décision à la plénière.

Le coprésident du GTII, Martin Manning, a suggéré d'ajouter un libellé sur les raisons d'un achèvement rapide du rapport du GTI, y compris le fait que le GTII a besoin d'informations sur la régionalisation ainsi que sur la caractérisation de la variabilité, des phénomènes extrêmes et des phénomènes à grande échelle.

Le Royaume-Uni, la Belgique, le Kenya, le Maroc et la Suisse ont mis en garde contre le fait d'essayer de formuler des règles détaillées avant que le prochain Bureau ne prenne ses fonctions et ont suggéré l'utilisation d'une formulation plus conciliante. Le coprésident du GTIII, Bert Metz, avec l'Arabie saoudite, a fait état de la vue du groupe de contact selon laquelle le RE5 devrait être fondé sur de nouveaux scénarios et que la formulation du texte original donne suffisamment de souplesse au nouveau Bureau. La Suisse a noté le besoin d'adresser un message à la communauté des scénarios afin d'intensifier ses travaux et a suggéré d'indiquer, en des termes généraux, que la fin du cycle du RE5 se situerait en 2013-2014.

L'Allemagne, avec l'Espagne, a proposé un libellé plus fort concernant la prise en compte du programme de travail de la CCNUCC, notant une demande croissante d'informations scientifiques par les décideurs politiques, devant être livrées de manière opportune. La Suisse a également soutenu la reconnaissance du lien avec la CCNUCC et a appelé à l'examen des rapports spéciaux à cet égard. Le coprésident Carruthers, avec les États-Unis et la Chine, a indiqué que le projet de texte reflète un équilibre entre l'octroi de souplesse au nouveau Bureau et le besoin d'envoyer un message à la communauté scientifique. Le groupe a convenu de noter la pertinence du programme de travail de la CCNUCC pour le calendrier du RE5.

Le groupe a également décidé d'inviter la communauté scientifique à développer de nouveaux scénarios, conformément au calendrier présenté dans le rapport de progrès sur les nouveaux scénarios et de demander au Bureau de contribuer à

leur transfert en temps voulu au RE5, en particulier en ce qui concerne les impacts, l'adaptation et la vulnérabilité. Le groupe a, en outre, décidé de demander au Bureau du cinquième cycle d'évaluation de s'assurer de la fourniture du rapport du Groupe de travail I en début de 2013 et d'achever les autres rapports des groupes de travail et le rapport de synthèse le plus tôt possible en 2014, afin de permettre un usage important des nouveaux scénarios dans le RE5.

STRUCTURE DES GROUPES DE TRAVAIL: La structure des groupes de travail a été abordée dans la plénière et dans un groupe de contact coprésidé par Mohan Munasinghe (Sri Lanka) et Svante Bodin (Suède), le mercredi soir et le jeudi matin. Les participants ont examiné diverses propositions faites dans la plénière sur le besoin de mieux intégrer l'adaptation et l'atténuation, ce qui pourrait impliquer une éventuelle restructuration des groupes de travail, que ce soit par la fusion ou la scission des travaux du GTII. Le groupe a rapidement convenu que l'évolution de la structure des groupes de travail devrait nécessiter plus de temps et de réflexion qu'il n'est permis d'en avoir dans un groupe de contact lors de cette session. Certaines de ces difficultés ont trait aux liens réels existant dans la littérature entre les impacts, la vulnérabilité et l'adaptation, et le traitement séparé de l'adaptation et de l'atténuation. Il a été noté que cela est susceptible de changer à l'avenir, étant donné que la planification et les pratiques de l'adaptation sont lancées et que des stratégies de développement durable intègrent des réponses à la fois en manière d'atténuation et d'adaptation. Les autres points soulevés ont inclus le renforcement des liens entre l'adaptation, le financement et la technologie et la nécessité de s'attaquer aux besoins politiques en changement perpétuel.

En fin de compte, le groupe de contact a conclu qu'il serait imprudent d'apporter des changements radicaux à la structure de groupe de travail à si bref délai et que les focalisation et structure actuelles des groupes de travail devraient être maintenues, mais que certaines questions d'importance devraient être traitées au début du cycle du RE5. Celles-ci comprennent:

- la nécessité, de l'avis des décideurs, de s'attaquer à l'adaptation et à l'atténuation en même temps afin de leur permettre une meilleure intégration dans les stratégies de développement durable;
- la possibilité que l'adaptation et les impacts soient traités séparément dans la littérature, à l'avenir;
- le besoin croissant d'évaluer les impacts, la vulnérabilité et les options offertes en matière d'adaptation au niveau régional/local; et
- la possibilité d'avoir l'intégration de l'adaptation et de l'atténuation en tant que domaine prioritaire dans le Rapport de synthèse.

Le groupe de contact a ajouté que ces questions d'intégration et d'autres questions similaires devraient être examinées par le GIEC dans la plénière lorsqu'il approuvera les grandes lignes des trois groupes de travail.

Les conclusions du groupe de contact ont été reprises dans la plénière de jeudi. Le Royaume-Uni a noté que, bien que l'adaptation et les impacts soient souvent associés dans la littérature et évalués ensemble, il serait peut-être utile de faire la distinction entre l'évaluation de l'impact pour éclairer les mesures générales d'atténuation et les évaluations régionales des risques pour l'adaptation. Il a également attiré l'attention sur la nécessité de prendre en compte l'importance croissante

de la documentation "grise" (non révisée par les pairs) à la fois sur l'adaptation et l'atténuation. Les Pays-Bas et la Belgique ont souligné le besoin de continuer à débattre tout au long du prochain cycle d'évaluation sur la possibilité de modifier la structure des groupes de travail. La Hongrie a souligné l'importance de s'assurer que le prochain Bureau prenne en compte les discussions tenues au cours de cette session sur l'avenir du GIEC.

Le groupe a accepté de conserver la structure actuelle des groupes de travail.

RAPPORTS SPÉCIAUX ET AUTRES QUESTIONS

RELATIVES A L'AVENIR DU GIEC: Le président Pachauri a soulevé deux questions nécessitant une décision: le renforcement du Secrétariat du GIEC, étant donné les besoins du GIEC pour ses travaux futurs, et l'examen de propositions pour des rapports spéciaux et d'autres activités présentées par les membres du GIEC. Il a proposé, et le Groupe a accepté, d'établir deux groupes d'action restreints pour traiter ces questions. Les groupes d'action ont été chargés de soumettre leurs recommandations, pour examen, à la prochaine réunion du Bureau et à la GIEC-29. La France a recommandé que le groupe examine également les aspects financiers et autres des propositions présentées.

La Norvège a fait part de sa proposition pour un atelier ou une réunion de cadrage sur un rapport spécial éventuel portant sur la gestion des phénomènes extrêmes, demandant à la GIEC-28 de fournir une indication sur la proposition.

La France a noté une proposition existante de la CLD pour un rapport spécial. Le Maroc a souligné le besoin d'un rapport spécial sur la sécurité alimentaire et la bioénergie.

Le président Pachauri a suggéré de suivre la procédure existante, qui a été formulée pour la soumission de propositions pour des rapports spéciaux au cours du cycle du RE4, qui consiste à soumettre une proposition complète pour examen par la prochaine réunion du Bureau et la GIEC-29. Le président a noté que toutes les demandes de rapports spéciaux doivent être collectées et décidées par le groupe, et a rappelé aux délégués que les critères et les cadres régissant les rapports spéciaux peuvent être modifiés ultérieurement.

À la suite d'une requête formulée par le Kenya, le président Pachauri a précisé que le Bureau actuel continuera d'exister jusqu'à ce que le nouveau Bureau soit élu, mais ne sera pas appelé à se réunir à nouveau. Le Royaume-Uni a noté que la contribution du Bureau pourrait être nécessaire concernant l'avenir du GIEC et le renforcement du Secrétariat. Le président Pachauri a suggéré de mener des consultations et de finaliser ce travail par e-mail, ne se réunissant qu'en cas de nécessité. Le groupe a convenu de conserver la structure actuelle du Bureau du GIEC et du TFB.

PRINCIPES DU GIEC

Cette question a été abordée dans la plénière du jeudi. Le président Pachauri a suggéré, et le groupe a accepté, la prorogation des principes actuels.

L'Australie a demandé l'ajout d'une disposition dans les principes pour l'examen des éditeurs de documents techniques, notant que ce rôle existe pour les rapports d'évaluation, les rapports spéciaux et les méthodologies, et non pour les documents techniques, et a demandé que cette préoccupation soit enregistrée. Le président Pachauri a suggéré que l'Australie propose un libellé pour une décision visant à modifier les principes, et qu'elle le soumette à la GIEC-29, pour examen.

RAPPORT SPÉCIAL SUR LES ÉNERGIES RENOUVELABLES

Le coprésident du GTIII, Ogunlade Davidson, a présenté un rapport sur la réunion de cadrage en vue d'un éventuel rapport spécial sur les énergies renouvelables, qui s'est tenue du 21 au 25 janvier 2008 à Lübeck, en Allemagne (IPCC-XXVIII/Doc.3), mettant en évidence la présence de nombreux experts reconnus à l'échelle internationale et l'importance de comprendre le rôle des technologies renouvelables au moment où les marchés s'accroissent et que les gouvernements sont confrontés à des choix de placement difficiles. Il a décrit la structure proposée du rapport spécial, qui comprend cinq sections: les énergies renouvelables et les changements climatiques; les sources d'énergie, l'intégration des énergies renouvelables dans les systèmes énergétiques; les sources d'énergie renouvelables dans le contexte du développement durable; le potentiel d'atténuation et les coûts, et la politique, le financement et la mise en œuvre. Il a également esquissé les grandes lignes du calendrier du rapport, disant qu'il pourrait être disponible d'ici 2010.

Notant que seuls 30 des 120 experts invités à la réunion provenaient des pays en développement, la Chine, appuyée par beaucoup d'autres, a appelé à une plus grande participation des experts des pays en développement, et a proposé de mettre davantage l'accent sur la production et l'utilisation de technologies qui sont applicables et abordables dans ces pays.

La Chine et bien d'autres ont également souligné la nécessité d'aborder la sécurité alimentaire par rapport à la bioénergie.

La Belgique, la Suède, la Hongrie, l'Islande, la Finlande, Cuba et d'autres ont souligné le besoin de s'attaquer à l'efficacité énergétique. L'Arabie Saoudite, avec les États-Unis, a préféré en lieu et place traiter l'efficacité énergétique dans un rapport distinct, et a souligné le rapport coût-efficacité et l'impact environnemental. Les États-Unis ont mis en garde contre le fait de se concentrer étroitement sur le court terme et ont suggéré de prendre en compte les infrastructures et les subventions dans les coûts.

L'Indonésie a exprimé sa préoccupation au sujet de la focalisation exclusive sur les grands systèmes énergétiques et, avec l'Espagne, l'Argentine et d'autres, a appelé à la fourniture d'une perspective régionale.

La Belgique, la Suède, la France, les Pays-Bas, la Suisse et d'autres ont également suggéré d'inclure, entre autres, les impacts sur l'eau, ainsi que la production alimentaire, la biodiversité et les impacts environnementaux et sociaux. Plusieurs pays ont également souligné le besoin d'examiner les éléments politiques, y compris les normes de qualité, les règles du commerce international et d'autres facteurs que les coûts, tels que le déploiement de nouvelles technologies et leur compétitivité vis-à-vis d'autres sources d'énergie. L'Espagne a appelé à traiter les obstacles et le transfert de technologies.

La France a également proposé que l'Agence internationale de l'énergie contribue au rapport et, avec l'Arabie saoudite, que des informations soient incluses sur les émissions de gaz à effet de serre au cours de la production et de l'utilisation des technologies d'énergie renouvelable.

Le Brésil a offert d'accueillir la première réunion en vue de l'élaboration du rapport spécial. Il a également fait état de la longue expérience du Brésil dans la production et l'usage de l'éthanol et de l'énergie hydroélectrique, a souligné l'emploi d'une combinaison de sources d'énergie en vue de renforcer

la sécurité énergétique, et a émis l'espoir que certaines idées fausses concernant l'usage des biocarburants seraient abordées dans le rapport spécial. La Finlande a suggéré d'inclure la gestion durable des forêts dans le contexte de l'usage de la biomasse. Les Pays-Bas ont appelé à traiter les contextes politiques, en particulier en ce qui concerne la biomasse, et a suggéré d'inclure le développement urbain dans la section consacrée à l'intégration dans les systèmes d'énergie. La Hongrie, appuyée par l'Arabie saoudite, la Finlande et d'autres, a souligné la nécessité de prendre en compte tous les avantages et inconvénients des sources d'énergie renouvelables.

Le Mexique a suggéré d'inclure le potentiel des énergies renouvelables et leurs implications en ce qui concerne l'adaptation aux changements climatiques. Le Royaume-Uni et d'autres ont attiré l'attention sur les impacts des changements climatiques sur les énergies renouvelables, ainsi que sur la qualité de l'air et les problèmes de santé. Le Maroc a proposé d'ajouter la question de la durabilité des infrastructures. L'Argentine a fait référence à d'autres sources bioénergétiques, y compris ceux utilisant le méthane. Le Venezuela, appuyé par l'Uruguay, a suggéré de mettre davantage l'accent sur le développement durable, la coopération et l'assistance technique, et a appelé à y inclure l'énergie nucléaire.

Le Japon et l'Italie se sont dits préoccupés par le calendrier serré. Le Royaume-Uni a également fait état d'un rapport en cours d'élaboration par l'Institut international pour l'analyse des systèmes appliqués (IIASA) et a mis en garde contre les chevauchements des efforts.

Le coprésident du GTI, Susan Solomon, a suggéré que les auteurs soient choisis par le Bureau du GTIII, en consultation avec les bureaux des autres Groupes de travail, selon ce qu'il convient.

Le Comité a approuvé l'élaboration du rapport spécial.

UTILISATION DES FONDS DU PRIX NOBEL DE LA PAIX

Cette question a été abordée jeudi (IPCC-XXVIII/Doc.11). Le président Pachauri a annoncé que trois activités avaient été proposées pour utiliser les fonds du prix Nobel: la diffusion du savoir du GIEC et la collecte de nouvelles connaissances sur les vulnérabilités et les capacités de réponse actuelles, le soutien des scientifiques des pays en développement, et l'élaboration d'un rapport spécial sur les changements climatiques et la paix. Il a indiqué que la récompense pécuniaire représente une occasion unique et, par conséquent, devrait être gérée comme un fonds distinct pour une activité spéciale. Il a également recommandé la recherche d'autres sources de financement pour l'activité spéciale, telles que les sources bilatérales et multilatérales. Il a suggéré d'essayer de parvenir à un accord sur la portée générale de telles activités spéciales à la GIEC-28 et d'examiner des nouveaux éléments ultérieurement dans les sessions du GIEC, comme le mandat d'un conseil d'administration pour administrer le fonds.

La discussion a porté sur la possibilité d'utiliser les fonds du prix Nobel pour le renforcement des capacités. Le Kenya a suggéré un libellé plus définitif sur l'objectif de ce fonds et l'Australie, appuyée par le Canada et la Nouvelle-Zélande, a proposé qu'il soit utilisé pour fournir des bourses de troisième cycle et de postdoctorat pour les jeunes scientifiques des changements climatiques, en particulier ceux des pays les moins avancés. Elle a proposé de l'appeler Bert Bolin Memorial

Scholarship Fund. Le Brésil a mis en garde que ce type de renforcement des capacités devrait se traduire par des capacités améliorées dans les pays en développement eux-mêmes.

Le Niger, soutenu par le Venezuela, a demandé qu'une partie des fonds soit utilisée pour deux centres de recherche en Afrique ayant besoin de financement afin de continuer à contribuer au renforcement des capacités et à la formation des scientifiques des pays les moins avancés. Le Venezuela s'est montré favorable à la fourniture d'un appui en particulier sur le choix des méthodes et des scénarios dans les pays en développement. Le Kenya a mis en garde que ces fonds étaient "une goutte d'eau dans l'océan" de ce dont l'Afrique avait besoin pour le renforcement des capacités liées aux changements climatiques et a recommandé le maintien du montant intact en attendant un examen approfondi de la manière de le dépenser.

Les États-Unis se sont enquis de la nécessité d'un conseil d'administration pour gérer les fonds. Le président a répondu que la gestion par l'ensemble du Bureau se révélerait lourde. L'Australie a demandé le calcul des frais généraux et davantage de discussion sur la marche à suivre.

Le Président Pachauri a proposé, et le groupe a accepté, la révision de la proposition pour examen à la GIEC-29.

ADMISSION D'OBSERVATEURS

Le jeudi, le secrétariat a présenté un document sur les organisations demandant le statut d'observateur au sein du GIEC (IPCC-XXVIII/Doc.5, Corr.1). Le groupe a approuvé l'accréditation de trois organisations intergouvernementales de pertinence pour les travaux du GIEC: le South Center, le Centre international pour le développement intégré des montagnes et l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (OPEP). Il a également approuvé l'accréditation de 14 ONG, mais n'a pas approuvé l'accréditation de l'institut Au Sable pour les études environnementales, en raison du manque de la documentation nécessaire.

Les Pays-Bas, au nom de l'Union européenne (UE), ont présenté une proposition sur le renforcement du statut d'observateur de la Communauté européenne (CE) en tant qu'organisation régionale d'intégration économique (ORIE). Ils ont noté que les États membres de l'UE ont conféré des compétences à la CE en ce qui concerne les changements climatiques et que la CE est un partisan actif du GIEC à travers son financement d'activités de recherche. Ils ont demandé que le GIEC développe sa politique relative aux observateurs, conformément à la pratique existante dans d'autres organisations intergouvernementales en donnant, à la CE, le droit de parole et de réponse et de présenter des propositions et des amendements, mais pas celui de vote ou d'éligibilité à l'élection. Un document expliquant la proposition de la CE et la logique qui la sous-tend a été distribué. La secrétaire du GIEC, Christ, a détaillé deux options: pour prendre une décision sur la CE en tant que cas particulier, ou pour amender l'ensemble de la procédure du GIEC en ce qui concerne les organisations observatrices. Le Japon s'est enquis des implications du cas où la CE et ses États membres ont des positions différentes sur une proposition particulière. Le Sri Lanka a demandé des informations sur la base desquelles d'autres organisations intergouvernementales régionales pourraient se qualifier en tant qu'ORIE. La Nouvelle-Zélande a proposé, et le Groupe a accepté, de reporter cette discussion à la GIEC-29 pour laisser plus de temps pour les consultations.

SENSIBILISATION

Le jeudi, la secrétaire du GIEC, Christ, a informé les délégués sur les activités de sensibilisation, y compris celles liées à la mise au point et à la distribution du RE4; une prochaine version de recherche du RE4, les travaux avec les unités d'appui technique, le TGICA et les auteurs pour faire que l'ensemble graphique du RE4 soit plus attrayant, et des collaborations avec des institutions au sein du système des Nations Unies sur les produits dérivés des rapports du GIEC. Elle a signalé que le secrétariat avait été inondé de demandes d'orateurs et d'exposés sur le RE4.

Le coprésident du GTIII, Metz, et le coprésident du GTII, Parry, ont attiré l'attention sur diverses activités de sensibilisation de leurs groupes de travail respectifs, tels que des brochures élaborées avec le PNUE dans les différentes langues de l'ONU, et des réunions sur la sensibilisation au Japon, en Hongrie, au Maroc et en Chine en collaboration avec le Global Industrial and Social Progress Research Institute (GISPRI) (IPCC-XXVIII/Doc.10 et IPCC-XXVIII/Doc.12).

DOCUMENT TECHNIQUE SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET L'EAU

Le jeudi, le président Pachauri a présenté le document technique sur les changements climatiques et l'eau (IPCC-XXVIII/Doc.13), finalisé par le Bureau, au groupe pour information. L'Espagne a souligné la centralité de la question et a attiré l'attention sur la célébration de l'Exposition universelle de Saragosse 2008, qui sera dédiée à l'eau et au développement durable et inclura une section consacrée aux changements climatiques. L'Espagne examinera le document technique en tant que plateforme et a fait état de plans visant à inviter les auteurs du document.

RAPPORTS SUR LES PROGRÈS ACCOMPLIS

Un rapport d'avancement sur les scénarios d'émissions (IPCC-XXVIII/Doc.8) a été présenté au groupe jeudi. Deux autres rapports, sur les activités du TGICA (IPCC-XXVIII/Doc.9) et du Programme des inventaires nationaux des gaz à effet de serre (IPCC-XXVIII/Doc.4) ont été mis à disposition.

LES SCÉNARIOS D'ÉMISSIONS: Ismail Elgizouli, coprésident du Comité directeur sur les nouveaux scénarios, a présenté le rapport de la Réunion d'experts du GIEC pour de nouveaux scénarios pour l'analyse des émissions, des changements climatiques, des impacts, et des stratégies de réactivité (IPCC-XVIII/Doc.8), qui s'est tenue à Noordwijkerhout, aux Pays-Bas, du 19 au 21 septembre 2007. Il a noté que 130 participants ont pris part à l'atelier, environ 30% d'entre eux provenant de pays en développement et en transition économique, et a indiqué que le rapport a fait l'objet d'examen par les pairs.

Richard Moss, coprésident du Comité directeur sur les nouveaux scénarios, a présenté les principaux résultats de l'atelier. Il a noté que cet atelier a été demandé dans la décision sur la poursuite des travaux sur les scénarios d'émissions prise à la GIEC-26 et que son objectif était d'identifier un ensemble de "scénarios de référence des émissions" (désormais dénommés voies de concentration représentatives (PCR)), qui devrait être compatible avec la gamme complète des scénarios de stabilisation, d'atténuation et des émissions de référence disponibles dans la littérature scientifique actuelle. Moss a noté que la communauté de la recherche a mis au point une approche parallèle à l'élaboration de scénarios où, sur la base

des PCR identifiées, les prévisions des changements climatiques et des émissions et les scénarios socio-économiques sont en cours d'élaboration de manière simultanée. Il a indiqué que le processus des nouveaux scénarios procédera à l'élaboration de scénarios à court terme qui couvrent la période s'étendant jusqu'en 2035 et des scénarios à long terme qui couvrent la période allant jusqu'en 2100 et, de manière plus stylisée, la période allant jusqu'en 2300. Moss a déclaré que les PCR seront achevées en septembre 2008 et a noté l'importance d'une décision rapide sur le calendrier et les phases du RE5. Il a proposé que le TGICA prenne un rôle régulier de suivi et de communication de données au groupe sur les progrès réalisés dans les activités prévues.

Le groupe a appuyé le besoin de suivi.

DATE ET LIEU DE LA 29^E SESSION

Le président Pachauri a déclaré la 29^e session du GIEC est prévue du 1^{er} au 4 septembre 2008, à Genève, en Suisse.

PLÉNIÈRE DE CLÔTURE

Le président du GIEC, Pachauri, et la Secrétaire, Christ, ont remercié le Groupe, les traducteurs et d'autres, et, après avoir offert aux hôtes hongrois des cadeaux de remerciement, ont clos la séance à 17h56.

BREVE ANALYSE DE LA GIEC-28

QUELLE EST LA PROCHAINE ÉTAPE POUR LE GIEC?

Selon les propos du Secrétaire exécutif de la CCNUCC, Yvo de Boer, le GIEC a été "un moteur qui entraîne le processus politique des changements climatiques." En 2007, le quatrième rapport d'évaluation du GIEC (RE4) a mis un terme au scepticisme entourant les changements climatiques. Ses résultats sont reconnus à l'échelle internationale comme ayant joué un rôle crucial dans la création d'un élan pour la percée réalisée lors de la conférence historique sur les changements climatiques de Bali en décembre, et tout indique que les travaux du GIEC seront encore plus importants pour stimuler les engagements et les actions généralement perçus comme étant nécessaires à l'avenir. En effet, le GIEC a été reconnu en 2007 par l'attribution du prix Nobel de la paix ensemble avec Al Gore pour leurs efforts visant à "mettre en place et diffuser une meilleure connaissance sur les changements climatiques anthropiques", décrits comme la plus grave crise environnementale à laquelle le monde est confronté aujourd'hui.

À l'heure où le GIEC se trouve à son apogée, le principal sujet figurant à l'ordre du jour de la vingt-huitième session était son avenir. Le besoin d'aborder l'avenir vient après la finalisation et la diffusion réussies du RE4, bien que les souvenirs de certaines difficultés et frustrations qui sont nécessairement inhérentes à une telle entreprise de grande envergure comme le processus RE4 soient encore vivaces. Il est alors compréhensible que, bien que les appels à des améliorations se relayassent largement, et que des orientations aient été convenues afin de veiller à ce que les criantes les plus lacunes soient traitées à l'avenir, la réalité est que ce fut une séance très courte, combinée avec le succès avéré du GIEC et peut-être le besoin de faire une pause et de récupérer après une période très éprouvante, la GIEC-28 a produit un résultat qui a maintenu le statu quo.

Cette brève analyse se penchera sur les questions qui sous-tendent les débats qui ont eu lieu à la GIEC-28 sur l'avenir du GIEC, y compris d'éventuelles modifications à apporter à la

structure de groupe de travail et le calendrier pour le cinquième cycle d'évaluation, et la nature changeante des besoins politiques.

SI CE N'EST PAS CASSÉ, NE PAS REPARER

Étant donné que le GIEC surfe actuellement sur une vague de succès, il y avait peu de ferveur révolutionnaire dans la manifestation tenue à Budapest. En dépit de quelques appels isolés pour une action plus radicale, le groupe a décidé de maintenir les structure et processus actuels et d'adopter uniquement quelques changements.

De nombreux commentaires ont été faits sur l'ampleur du changement par rapport à il ya vingt ans, lorsque le GIEC a été créé pour la première fois. Non seulement la réalité du changement climatique est désormais bien établie, grâce essentiellement aux travaux du GIEC, mais même la volonté politique de résoudre le problème a été renforcée, comme démontré lors de la dernière conférence de la CCNUCC à Bali. Cela signifie que le GIEC, qui a été créé pour répondre aux besoins des décideurs politiques, sera soumis à des attentes plus grandes à l'avenir, étant donné qu'il est prévu que la demande d'information va augmenter de façon spectaculaire.

Un signe avant-coureur de ce fait fut la proposition, faite par le président du GIEC, de créer un groupe d'action chargé spécifiquement de traiter les questions économiques liées aux changements climatiques. Alors que la plupart des pays ont estimé que cette équipe était injustifiée parce qu'elle pourrait mettre trop l'accent sur les coûts au détriment des préoccupations environnementales et socio-économiques plus larges, les participants ont convenu de la nécessité d'accroître l'attention accordée à l'action et aux options pratiques. Beaucoup pensent que le GIEC devrait s'adapter à ce contexte en évolution constante et prévoir les tendances qui résulteront de la préoccupation renouvelée du public concernant les changements climatiques. Après tout, en dépit de ses succès, les émissions de gaz à effet de serre continuent à augmenter à travers le monde.

S'ADAPTER À L'ADAPTATION

Le RE4 manquait, selon un avis assez répandu, de développement sur la question de l'adaptation et souffrait du manque de profondeur de l'information régionale. Ces deux domaines relèvent du champ du Groupe de travail II (GTII). En conséquence, la plupart des changements radicaux proposés à la structure des groupes de travail avaient trait au changement de la répartition du travail. Que ce soit comme en témoigne une proposition visant à fusionner les trois groupes en deux, le premier traitant des causes et impacts et le second abordant les solutions, ou à ajouter un quatrième groupe de travail pour partager la charge du GTII, une des grandes préoccupations à la GIEC-28 fut le besoin d'octroyer une plus grande attention aux thèmes couverts par le GTII.

Il est clair que les sujets assignés au GTII, à savoir "la vulnérabilité des systèmes socio-économiques et naturels aux changements climatiques, les conséquences négatives et positives des changements climatiques, et les options d'adaptation" permettent difficilement de se focaliser suffisamment. Cette focalisation a été définie à un moment où les impacts, la vulnérabilité et l'adaptation étaient, de manière générale, traitées ensemble dans la littérature. Toutefois, cette approche est de plus en plus versatile, à mesure que les pays reconnaissent une plus grande urgence pour prendre des mesures pour s'adapter aux effets déjà perçus. Avec le RE4 indiquant clairement qu'un

certain degré d'adaptation sera nécessaire, vu que l'accumulation de gaz à effet de serre a déjà "soumis" la terre à un certain niveau de réchauffement, et avec le Plan d'action de Bali traitant de l'adaptation sur un pied d'égalité avec l'atténuation, il est prévu que les travaux sur l'adaptation connaissent une croissance exponentielle à large échelle.

Pour la même raison, l'accent se déplace de plus en plus du niveau mondial aux niveaux régional et local, afin de mieux comprendre les impacts particuliers attendus et évaluer d'éventuelles options d'adaptation. C'est à ce niveau que l'adaptation est la plus susceptible d'être requise, même si la définition de «régions» fait partie des travaux exigés pour cet effort. La demande d'orientation sur les options d'adaptation disponibles marque un passage des préoccupations plus théoriques à des besoins concrets.

“NULLE AUTRE VOIE QUE VERS LE BAS”?

En fin de compte, il est cependant clair qu'il n'y avait pas d'élan pour des changements d'envergure, en dépit du fait qu'après avoir atteint un point culminant, comme un participant l'a indiqué, "il n'y a nulle part où le GIEC peut aller sauf en bas."

Un accord a été facilement atteint sur la production du cinquième rapport d'évaluation (RE5). Toutefois, beaucoup de temps a été consacré à l'examen de la façon d'adapter le RE5 au calendrier nécessaire au développement de produits des scénarios clés afin d'assurer le plein usage des nouveaux scénarios. Cela a abouti à un consensus sur la nécessité de modifier le calendrier des rapports d'évaluation du Groupe de travail, de sorte que le rapport du GTII soit rendu suffisamment tôt pour laisser au GTII le temps d'intégrer les scénarios dans les études sur les impacts, l'adaptation et la vulnérabilité. Le fait que le GIEC ait accepté de revoir le cycle d'évaluation dans le but de faire usage des scénarios les plus récents indique la possibilité d'amélioration dans les résultats du GIEC. On ignore encore, cependant, la façon dont le nouveau cycle du RE5 établira des liens avec le processus d'élaboration des politiques dans le cadre de la CCNUCC. Il existe une tension constante, comme constaté à la GIEC-28, entre le fait de répondre aux besoins des décideurs politiques et la compromission de l'idéal d'objectivité scientifique, en permettant aux décideurs de définir les paramètres de la discussion scientifique.

Un changement de focalisation pour le GIEC a été manifeste lors de cette session: de la science "pure" concernant l'existence et les causes des changements climatiques vers une urgence croissante visant à obtenir des informations sur les impacts régionaux, l'adaptation et les options d'atténuation. Comme indiqué par Bertrand Russell, par la voie de Yvo de Boer dans sa déclaration liminaire, le but de la science est de formuler un problème d'une manière qui mène à une solution. Bien que le GIEC ait décidé de conserver sa structure actuelle et de continuer à mener des évaluations globales, il a passé du temps à réfléchir sur les domaines dans lesquels il y a lieu d'apporter des améliorations en vue de fournir des solutions.

Le besoin de s'adapter à un climat changeant s'applique à la fois au GIEC et au monde dans son ensemble. Le GIEC reconnaît cette nécessité d'adaptation à l'évolution des demandes politiques, mais l'adaptation et le changement, même face à des faits avérés, sont une grosse entreprise, en particulier lorsque vous faites déjà du bon boulot.

RÉUNIONS A VENIR

CONFERENCE INTERNATIONALE SUR LES ÉNERGIES RENOUVELABLES EN AFRIQUE:

Cette conférence se tiendra du 16 au 18 avril 2008 à Dakar, au Sénégal. L'objectif de cette réunion est "Faire travailler les marchés de l'énergie renouvelable travailler pour l'Afrique: politiques, industries et finance pour la mise à niveau." La conférence est organisée conjointement par l'Union africaine, le gouvernement du Sénégal, le ministère allemand de coopération et de développement économique et l'ONUDI. Pour plus de précisions, contacter: Alois Mhlanga, UNIDO, tél: +431-260-265-169; fax: +431-260-266-855; courriel: a.mhlanga@unido.org; internet: <http://www.unido.org/en/doc/76539>

JOURNÉE DES FORÊTS: MODELER LE DÉBAT SUR LES FORÊTS ET LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES EN AFRIQUE CENTRALE:

la journée des forêts aura lieu le 24 avril 2008 à Yaoundé, au Cameroun. Un large éventail de parties prenantes des forêts sont censés analyser les questions sociales, économiques, scientifiques, technologiques et politiques, en vue de fournir un tremplin pour éclairer les politiques climatiques dans la région. Pour plus de précisions, contacter: Janneke Romijn; tel: +237-2222-7449/7451; fax: +237-2222-7450; courriel: ForestDay-Cameroon@cgiar.org; internet: http://www.cifor.cgiar.org/Events/CIFOR/forest_day_cameroon.htm

ATELIER INTERNATIONAL DU FEM SUR L'ÉVALUATION DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET LE DÉVELOPPEMENT: RÉSULTATS, METHODES ET CAPACITES:

Cette réunion se tiendra du 10 au 13 mai 2008, à Alexandrie, Egypte. Le Bureau d'évaluation du FEM organise cet atelier, qui permettra le partage d'expériences dans l'évaluation des projets et des programmes visant à établir un lien entre les changements climatiques et le développement. Pour plus d'information, contacter le Secrétariat de l'atelier international: tel: +1-202-458-8537; fax: +1-202-522-1691; courriel: IntWorkshop@TheGEF.org; internet: <http://www.esdevaluation.org>

ATELIER DU GIEC SUR LES ORIENTATION DU GIEC CONCERNANT L'ESTIMATION DES EMISSIONS ET DES ELIMINATIONS EMANANT DES UTILISATIONS DES TERRES:

Cet atelier se réunira du 13 au 15 mai 2008 à Helsinki, en Finlande. Il réunira des experts pour examiner les directives actuelles du GIEC sur l'estimation des émissions et des éliminations de gaz à effet de serre émanant des utilisations des terres, telles que l'agriculture et la foresterie. Pour plus de précisions, contacter: Groupe d'appui technique au Programme du GIEC sur les inventaires nationaux de gaz à effet de serre, Institut des stratégies environnementales mondiales; tél: +81-468553750; fax: +81-468553808; courriel: nggip-tsu@iges.or.jp; internet: <http://www.ipcc.ch/meetings/calendar.htm>

RÉUNION DES MINISTRES DE L'ENVIRONNEMENT DU G8:

La réunion aura lieu du 24 au 26 mai 2008 à Kobe, au Japon, en préparation pour le Sommet 2008 du G8, qui se tiendra du 7 au 9 juillet 2008, à Hokkaido, au Japon. Pour plus de précisions, contacter: Preparatory Task Force for the G8 Environment Ministers' Meeting, Ministry of the Environment: tel: +81(0)3-5521-8347; fax: +81(0)3-5521-8276; courriel: G8_KOBE@env.go.jp; internet: <http://www.env.go.jp/earth/g8/en/index.html>

28E SESSIONS DES ORGANES SUBSIDIAIRES DE LA CCNUCC:

Les 28e sessions des organes subsidiaires de la CCNUCC doivent avoir lieu à partir du 2 au 13 juin 2008, à

Bonn, en Allemagne. La deuxième réunion du Groupe de travail spécial sur l'action concertée à long terme et la cinquième session de reprise du Groupe de travail spécial sur de nouveaux engagements pour les Parties visées à l'annexe I dans le cadre du Protocole de Kyoto sont également prévues. Pour plus de précisions, contacter: Secrétariat de la CCNUCC; tél: +49-228-815-1000; fax: +49-228-815-1999; courriel: secretariat@unfccc.int; internet: <http://unfccc.int/meetings/sb28/items/4328.php>

CONFERENCE DE HAUT NIVEAU SUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE MONDIALE ET LES DÉFIS DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET LA BIOENERGIE:

Cette conférence se réunira du 3 au 5 juin 2008 à Rome, en Italie. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) organise cette conférence, qui portera sur la sécurité alimentaire et la réduction de la pauvreté dans le contexte des changements climatiques et la sécurité énergétique. Pour plus de précisions, contacter: Bureau du Sous-directeur général, département de la gestion des ressources naturelles et de l'environnement, FAO, tél: +39 06 57051; fax: +39 06 570 53064; courriel: ccb-secretariat@fao.org; internet: http://www.fao.org/foodclimate/home.html?no_cache=1&L=7

EXPO ZARAGOZA 2008: Cette exposition internationale aura lieu du 14 juin au 14 septembre 2008 à Barcelone, en Espagne. Elle est destinée à fournir des informations sur les projets, ressources et expériences sur l'eau et le développement durable. Pour plus de précisions, contacter: Ultramar Express Event Management; tel: +34 93 482 7322; Fax: +34 93 482 7166; courriel: expozaragoza@ultramarexpress.com; internet: <http://www.ultramarexpressesvents.com/expozaragoza2008/contact.html>

UN NOUVEAU DEAL MONDIAL? ATTEINDRE UNE COLLABORATION REELLE POUR UN AVENIR FAIBLE EN CARBONE:

Cette conférence aura lieu du 16 au 17 juin 2008 à Londres, au Royaume-Uni. Elle fera le bilan des actions actuelles en matière de changements climatiques et adopter une véritable approche mondiale à la collaboration internationale sur les questions clés. Pour plus de précisions, contacter: Conference Unit, Chatham House; tel: +44(0)2079575753; fax: +44(0)2073212045; courriel: conferences@chathamhouse.org.uk; internet: <http://www.chathamhouse.org.uk/events/conferences/view/-/id/118/>

ATELIER DE L'OACI: AVIATION ET MARCHES DU CARBONE: Cet atelier, organisé par l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), aura lieu du 18 au 19 juin 2008 à Montréal, au Canada. Il réunira des experts de haut vol du monde de la finance, de l'industrie et de l'environnement pour explorer les moyens possibles d'inclure l'aviation civile internationale dans un marché mondial du carbone. Pour plus de précisions, contacter: Environmental Unit, Air Transport Bureau, ICAO; tel: +1-514-954-8219, ext. 6321; fax: +1 514-954-6077; courriel: envworkshop@icao.int; internet: <http://www.icao.int/2008wacm/>

TROISIEME SESSION DU GROUPE DE TRAVAIL SPECIAL SUR L'ACTION CONCERTEE A LONG TERME DANS LE CADRE DE LA CCNUCC ET LA SIXIEME SESSION DU AWG DANS LE CADRE DU PROTOCOLE DE KYOTO:

La troisième réunion du Groupe de travail spécial sur l'action concertée à long terme devrait avoir lieu en août / septembre 2008, le lieu et la date restant à être déterminés. La sixième session du Groupe de travail spécial sur de nouveaux engagements pour les Parties visées à l'annexe I en vertu du Protocole aura également lieu en même temps. Pour plus de

précisions, contacter: Secrétariat de la CCNUCC; tél: +49-228-815-1000; fax: +49-228-815-1999; courriel: secretariat@unfccc.int; internet: <http://unfccc.int>

CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR "LE FINANCEMENT POUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES - DEFIS ET PERSPECTIVES":

Cette conférence se réunira du 15 au 17 août 2008 à Dhaka, au Bangladesh. Organisée par un groupe de réflexion basé au Bangladesh, Unnayan Onneshan, cette conférence mettra l'accent sur les mécanismes financiers pour soutenir les activités d'atténuation pour lutter contre les changements climatiques. Pour plus de précisions, contacter: Nazmul Huq, Unnayan Onneshan; tel: +880-2-815-8274; fax: +880-2-815-9135; courriel: nazmul.huq@unnayan.org; internet: <http://www.unnayan.org>

CONFERENCE INTERNATIONALE SUR L'ADAPTATION DES FORÊTS ET DE LA GESTION DES FORÊTS AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES EN METTANT L'ACCENT SUR LA SANTE DES FORETS: EXAMEN DE LA SCIENCE, DES POLITIQUES ET DES PRATIQUES:

Cette réunion se tiendra du 25 au 28 août 2008, à Umeå, en Suède. La réunion sera co-organisée par la FAO, l'Union internationale des instituts de recherches forestières (IUFRO) et l'université suédoise des sciences agricoles et mettra l'accent sur l'état actuel des connaissances sur l'évolution des conditions climatiques dans les différentes régions du monde, et les implications de ces changements pour la santé des forêts, la gestion et la conservation des forêts. Pour plus de précisions, contacter: Björn Hånell, IUFRO; tel: +46-90-786-8297; courriel: bjorn.hanell@sso.slu.se; internet: <http://www.forestadaptation2008.net/home/en/>

LA 29e SESSION DU GROUPE INTERNATIONAL SUR L'EVOLUTION DU CLIMAT (GIEC 29):

La GIEC -29 est provisoirement programmée à Genève, en Suisse, du 1er au 4 septembre 2008, au cours de cette réunion, le 20ème anniversaire du GIEC sera célébré. Pour plus de précisions, contacter: Secrétariat du GIEC; tél: +41-22-730-8208; fax: +41-22-730-8025/13; courriel: IPCC-Sec@wmo.int; internet: <http://www.ipcc.ch/>

GLOSSAIRE

RE4	Quatrième Rapport d'évaluation du GIEC
RE5	Cinquième Rapport d'évaluation du GIEC
GIEC	Groupe intergouvernemental sur les changements climatiques
PCR	Voies de concentration représentatives
RD	Résumé à l'intention des décideurs
SYR	Rapport de synthèse
TFB	Bureau du Groupe d'action sur les inventaires nationaux des gaz à effet de serre
TFI	Groupe d'action sur les inventaires nationaux des gaz à effet de serre
TGICA	Groupe d'action sur l'appui des données et scénarios pour l'étude d'impact et climatique
CCNUCC	Conférence-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques